

# Formation supérieure : des prérequis mal pensés pour réussir...

Pour mieux comprendre le mal français au plan de la formation supérieure, il serait bien d'accepter de comparer nos résultats à ceux des grandes universités dans le monde.

Le Time Higher Education et le QS World University Ranking de Shanghai sont les références pour leur classement international. Ce dernier est plus large et basé sur 6 critères pondérés, la réputation académique (40%), celle acquise auprès des employeurs (10%), l'influence du ratio enseignants/étudiants (20%), les citations des enseignants-chercheurs (20%) et les ratios internationaux pour les étudiants et enseignants (5%) chacun. Dans ce classement en 2019, Paris-Sorbonne-Lettre au 45<sup>ème</sup> rang est la seule dans le Top 50 tandis que l'école polytechnique à la 93<sup>ème</sup> place vient d'intégrer dans le Top 100 !

En France, deux systèmes de sélection s'affrontent

En France, tous les élèves ayant fait des études secondaires obtiennent le baccalauréat. Un quasi 100% de réussite en relativise le succès. C'est alors que deux systèmes s'affrontent aux portes de l'enseignement supérieur.

L'un « sélectif » alimentera sur concours les très grandes écoles, les grandes écoles d'application et les autres écoles d'ingénieurs de moindre réputation. Les jeunes diplômés sont assurés d'avoir une embauche. Le système sélectif a en général la faveur des gros employeurs. C'est cette « élite » qui fait elle-même l'objet d'une nouvelle sélection pour gagner une course à l'« élitisme ».

L'autre « non sélectif » fournit la masse des rangs universitaires. L'accès aux études supérieures est a priori ouvert à l'ensemble des bacheliers. Un trop grand nombre de choix d'orientation vont se faire par défaut, essentiellement en fonction de la seule capacité de l'étudiant ou des places disponibles dans la spécialité. Toutes les formations n'offrent pas les mêmes perspectives. Elles peuvent même être des voies sans issue pour les plus faibles.

Nos dirigeants continuent à faire du « surplace » en recrutant !

Nos dirigeants, conscients ou non du problème, n'ont jamais osé agir pour mettre fin à ces monopoles par habitude. Ils ont toujours voulu confondre éducation, orientation, sélection et formation. Non seulement cette sélection après le baccalauréat est beaucoup trop hâtive, mais voilà maintenant que les élèves sont amenés à choisir leurs spécialités dès le secondaire (forme Blanquer). Elle est beaucoup trop précocée et se fonde sur un nombre de critères trop limités. Ceux-ci ne tiennent absolument pas compte des qualités de l'élève, de sa future émancipation, de ses souhaits et de ses capacités, réelles et potentielles, comme d'ailleurs des vrais besoins du marché, actuels et à venir.

Les ministres chargés du problème se prétendent toujours prêts et pavés de bonnes intentions pour améliorer la situation et la formation des jeunes universitaires pour développer les compétences de demain. Plus habitués à informer et à communiquer, ils se gardent de passer à l'acte. Le « paraître » de l'autosatisfaction à terme ne suffit pas. Gagner quelques

dizaines de places au classement serait un bel objectif !